

Le Président

Créteil, le 6 mai 2010

**AUX MAIRES DE DROITE  
DU VAL-DE-MARNE**

Cher(e) collègue,

La politique du Conseil général, actuellement très agressive vis à vis du gouvernement et de la majorité présidentielle, m'amène à vous informer personnellement des actions que mène la gauche départementale et de leurs conséquences pour notre territoire et dans chacune de nos villes.

Sous prétexte d'un désengagement de l'Etat qui aurait coûté au Conseil général du Val-de-Marne depuis 2002 la somme cumulée de 425 M€, le Président Favier multiplie les suppressions d'aide et de financements divers tout cela de façon très explicitement orientée vers nos cantons et nos villes. S'il est indiscutable que la période actuelle et les réformes en cours doivent inciter les départements à une gestion rigoureuse des deniers publics, les mesures prises par le Val-de-Marne sont choquantes tant sur le fond que sur la forme, car discriminatoires.

Ainsi, **le nouveau Plan crèches** voté récemment prévoit la suppression, sur deux ans, de toute subvention de fonctionnement aux crèches municipales. Mais la progression de la suppression de ce dispositif, et les modalités de l'aide à l'investissement qui lui succède, sont conditionnés, pour chaque ville, au pourcentage de logements sociaux. Cette « critérisation » des populations et la ségrégation qu'elle engendre est tout à fait inacceptable. J'ai, en ce sens, déposé un recours au Tribunal Administratif de Melun, dont vous avez reçu communication.

Une modulation des interventions départementales en fonction du nombre de logements sociaux des villes (et dont il ne vous aura pas échappé à qui elle profite), est reprise également dans **le nouveau Plan logement**. Celui-ci va encore concentrer les zones d'habitat très social et pénaliser les villes qui cherchent à rattraper un retard dans l'application de la loi SRU.

.../...

Un recours juridique est aussi en préparation.

La **suppression de l'aide au Bafa et au Bafd**, qui est condamnée dans notre tribune du journal départemental de mai par Jean-Michel Seux, est totalement ahurissante et symbolise bien la politique de la terre brûlée qu'applique aujourd'hui le Conseil général en dépit de tout bon sens.

Dans le même temps, vous subissez depuis des mois **une campagne anti-gouvernementale** structurée et coûteuse. Tous les moyens sont mis en oeuvre ; affiches, encarts publicitaires dans la presse, lettre T à tous les habitants, réunions multiples, pétitions, manifestation devant la préfecture et bientôt devant Matignon... le montant de ces dépenses de propagande atteint plusieurs centaines de milliers d'euros et là encore, la justice devra se prononcer.

Cette communication massive est d'autant plus pernicieuse qu'elle n'hésite pas à **prendre en otage les services rendus à la population**. Ainsi l'exécutif départemental veut faire croire aux associations que les subventions départementales sont probablement les dernières, que l'existence des crèches est menacée, que le MAC/VAL devra fermer... ceci à cause des réformes gouvernementales concernant les collectivités locales, la taxe professionnelle ou encore le désengagement de l'Etat. Ce jeudi 6 mai encore, la Une départementale du Parisien titrait : « La réforme des collectivités territoriales pourrait empêcher le département de subventionner le sport... »

Les exemples sont nombreux et cette politique est dévastatrice pour les Val-de-marnais qui sont abusés, trompés et pour lesquels les services et les prestations diminuent. Le groupe de la Majorité présidentielle, que j'ai l'honneur de présider au Conseil général, n'hésite donc pas à saisir la justice quand les limites licites sont dépassées et à communiquer avec ses seuls moyens pour condamner ces pratiques. Dans le même sens, **je viens de demander la création d'une commission d'information et d'évaluation chargée d'analyser objectivement la situation financière de notre département** et de voir, selon les propositions du rapport de Pierre Jamet commandé par le Premier Ministre, si le Val-de-Marne a besoin d'une intervention financière de l'Etat pour assumer le service public dont il a la charge. (copie de ma demande ci-jointe)

A un an d'un renouvellement cantonal partiel, le positionnement des maires de la droite et du centre doit venir conforter notre combat au service de la population et nous devons, tous ensemble, manifester notre refus vis à vis d'une campagne de désinformation et du comportement démagogique et si peu éthique du Conseil général.

**Je vous invite pour cela à venir soutenir notre action et participer à la conférence de presse que j'organise le :**

**lundi 17 mai 2010 à 11h30  
à l'Hôtel du département  
(salle 6 A au 6<sup>ème</sup> étage)**

Je vous proposerai également à cette occasion **un texte commun destiné à tous les Val-de-marnais**, qui reprendra l'ensemble de nos contestations et de nos doléances à l'égard de l'exécutif du Conseil général. Ce texte fera éventuellement l'objet d'une page achetée dans la presse locale dont la signature de l'ensemble des élus de la droite et du centre lui donnera un poids politique que ne pourra pas ignorer le président communiste Christian Favier. Ce texte pourra également, si vous le souhaitez, être repris dans les tribunes de vos bulletins municipaux afin que l'ensemble des habitants puisse être informé des manipulations du Conseil général et de notre réaction commune.

Vous remerciant par avance de votre présence et de votre soutien, je vous prie de croire, cher(e) collègue, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



**Jacques J.P. MARTIN**  
Maire de Nogent-sur-Marne